

PEROU : FICHE PAYS – JUIN 2023

Catégorie OCDE (2017) : 3/7
 Notes agences (SP / Moody's / Fitch): BBB/Baa1/BBB
 Monnaie locale : Sol péruvien / Régime de change : flottant



FORCES

- Bonne gestion des finances publiques
- Faible endettement public et externe
- Réserves en devises confortables
- Système bancaire sain

FAIBLESSES

- Situation politique encore fragile
- Dépendance aux prix des matières premières (métaux en particulier)
- Infrastructures défailtantes
- Travail informel important

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance serait plus limitée en 2023, comprise entre 1,8% et 2,4%, affectée par les troubles sociaux du premier trimestre, ainsi que les conditions climatiques difficiles. L'inflation persistante est par ailleurs source d'inquiétude. Le gouvernement a cependant annoncé un plan d'assistance exceptionnel (1,2% du PIB environ) de soutien à l'activité et aux ménages les plus vulnérables. L'instabilité sur le plan politique, ainsi que la hausse des taux risquent de peser sur l'investissement. Sur le front externe, les exportations des métaux (cuivre en particulier) devraient en revanche bénéficier des prix encore soutenus et de la demande chinoise.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : le déficit public est prévu autour de 2% du PIB en 2023 (contre 1,3% du PIB en 2021). La dette publique restera modérée et maîtrisable autour de 33% du PIB, soit parmi les plus faibles de la région. Le Pérou demeure le deuxième pays le mieux noté par les agences de notation en Amérique latine, après le Chili.
- **Vulnérabilité extérieure** : après le creusement du déficit courant à -4,5% du PIB en 2022, tiré par la hausse plus importante des importations (combustibles, engrais, aliments dont les prix ont fortement augmenté), le déficit devrait diminuer en 2023, prévu autour de 2% du PIB. Une activité prévue plus faible, ainsi que la modération du prix des matières premières (énergie notamment) devrait favoriser la diminution du déficit courant. La dette externe reste modérée (autour de 41% du PIB) et le pays dispose des liquidités en devises satisfaisantes (réserves de change estimées à près de 28% du PIB, ligne de crédit de précaution auprès du FMI...) couvrant 68% de la dette externe du pays. L'accès encore aisé aux marchés des capitaux limitent également le risque de refinancement de la dette. Le sol péruvien a par ailleurs tendance à s'apprécier depuis le début de l'année favorisé par l'apaisement de l'agitation sociale, la diminution du déficit courant et le durcissement de la politique monétaire.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire péruvien demeure solide et le taux de NPL reste stable autour de 4%. La dédollarisation du secteur se poursuit.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Depuis 2016, la situation politique au Pérou est marquée par l'absence de consensus entre l'exécutif et le parlement péruvien. Le pays a ainsi connu 6 présidents en l'espace de 5 ans. L'actuelle présidente, Dina Boluarte a d'ailleurs succédé à l'ancien président Petro Castillo (élu en 2021) et destitué de son poste en décembre 2022. Alors que les manifestations du 1^{er} trimestre pour demander des nouvelles élections se sont apaisées, un retournement de tendance n'est cependant pas écarté.
- **Climat des affaires** : L'environnement des affaires est plutôt attractif (cadre macroéconomique stable, commerce sécurisé par de multiples accords de libre-échange), mais les troubles sociaux fréquents (autour des mines en particulier) nuisent au bon déroulement de l'activité des entreprises.

Environnement et politique climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Pérou prévoit de réduire de 30% ses émissions de GES à l'horizon 2030 (par rapport à un scénario tendanciel où les émissions s'élèveraient à 298,3 MtCO₂éq. à l'horizon 2030), dont 10% sous réserve d'un financement international. Le pays compte notamment augmenter la part du renouvelable dans le mix énergétique du pays (près de 73% de l'énergie primaire produite au Pérou est non renouvelable). Divers projets sont en cours dans le pays.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Minerais de cuivre	35,9%	Combustibles, pétrole	14,0%	Chine	29,5%	Chine	26,2%
Or	15,2%	Machines, appareils mécan.	12,7%	Etats-Unis d'Amérique	14,5%	Etats-Unis d'Amérique	20,6%
Fruits comestibles	8,0%	Machines, matériels élect.	9,2%	Corée, République de	5,1%	Brésil	6,1%
Combustibles minéraux	7,4%	Voitures automobiles	8,4%	Japon	4,6%	Argentine	4,2%
Cuivre affiné et alliages	5,2%	Matières plastiques	5,3%	France (22ème)	0,5%	France (22ème)	0,7%

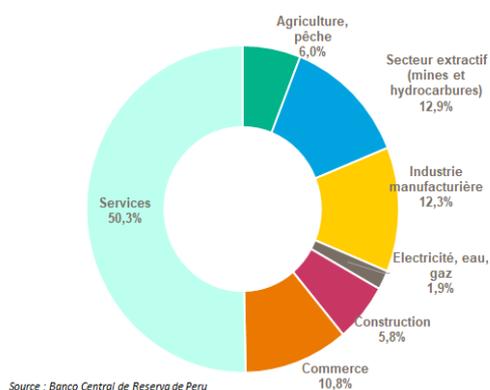
Source: Cnucep

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

PEROU	2019	2020	2021	2022(p)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	232	206	226	242	268	279
<i>Rang PIB mondial</i>	49	52	52	51	51	52
Population (Mns)	33,2	33,5	33,8	34,2	34,5	34,9
<i>Rang Population mondiale</i>	44	44	43	43	43	42
PIB / habitant (USD)	7 006	6 145	6 679	7 094	7 773	8 018
Croissance PIB (%)	2,2	-11,0	13,6	2,7	2,4	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,1	1,8	4,0	7,9	5,7	2,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)	9,5	9,3	8,9	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	27,0	34,7	36,4	33,4	33,0	33,3
Solde public (% PIB)	-1,4	-9,0	-2,5	-1,3	-2,0	-1,9
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	6,4	8,2	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-0,7%	1,2%	-2,3%	-4,5%	-2,1%	-2,3%
IDE (% du PIB)	2,2%	-0,4%	2,5%	2,6%	2,4%	2,4%
Réserves (en mois d'importation B&S)	19,0	24,7	19,5	15,6	17,2	18,8
Dette extérieure totale (% PIB)	28%	36%	39%	36%	33%	31%
Dette extérieure CT (% PIB)	3,7%	5,0%	4,6%	NA	NA	NA
Taux de change	3,4	3,6	4,0	3,8	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	14,7	15,6	15,0	14,5	NA	NA
Taux de NPL	3,4	4,1	3,9	4,1	NA	NA
ROE	18,0	3,1	12,1	16,5	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	112	117	133	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)	76	68	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	104	99	101	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	96	102	94	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, sources: FMI (WEO, avril 2023), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters

Pérou : Ventilation sectoriel du PIB (2019)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers un ralentissement de l'activité en 2023**

Après une croissance de +2,7% en 2022, l'activité devrait ralentir en 2023, comprise entre +1,8% et +2,4%, selon les dernières prévisions.

L'activité serait en effet plus limitée, affectée par les troubles sociaux du premier trimestre, ainsi que les conditions climatiques difficiles (cyclone en mars). L'activité affiche d'ores et déjà une chute de 0,4% en g.a au T1 2023 (contre +1,7% au T4 2022). La consommation privée (moteur de la croissance) ayant notamment ralenti à +0,7% en g.a (contre +2,3% au T4 2022) limitée par les restrictions de mobilité (blocages des routes et fermeture des marchés en particulier).

L'apaisement des troubles sociaux devrait cependant favoriser une reprise plus soutenue de la consommation privée dans les trimestres à venir, ainsi que l'amélioration du marché de l'emploi¹.

L'inflation persistante est source d'inquiétude (Cf. ci-dessous) pouvant limiter le pouvoir d'achat des ménages les plus défavorisés en particulier. A noter cependant que le gouvernement a voté un plan d'assistance exceptionnel de 12,7 Mds de soles (1,2% du PIB environ) de soutien à l'activité, dont 7,8 Mds de soles pour soutenir les ménages les plus vulnérables, ainsi que des projets d'infrastructure².

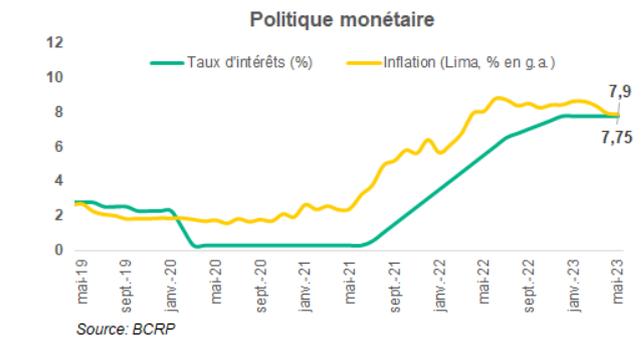
Le resserrement des conditions de financement (interne et externe), ainsi qu'un contexte politique encore incertain, malgré une accalmie des manifestations, risquent de peser sur les décisions d'investissement du secteur privé.

Sur le front externe, alors que les exportations de métaux, du cuivre en particulier, pourraient bénéficier d'une demande chinoise plus soutenue, les grèves récurrentes pourraient cependant affecter la production minière du pays.

- **Un assouplissement de la politique monétaire n'est pas envisagé à ce stade**

Face à la hausse constante de l'inflation depuis 2021, tirée par la hausse des prix alimentaires et de l'énergie, la banque centrale a été amenée à relever son taux directeur de 725 pbs à 7,75% depuis janvier 2023.

¹ Le taux du chômage au niveau national atteint 7,1% au trimestre mobile (février, mars et avril 2023), contre 8,3% sur la même période l'an passé. A noter cependant que l'informalité du travail demeure prépondérante au Pérou et toucherait un peu plus de 75% des travailleurs en 2022, selon l'Organisation Internationale du Travail. Source : <https://gestion.pe/economia/3-cada-4-empleos-son-informales-en-el-peru-segun-la-organizacion-internacional-del-trabajo-informalidad-noticia/#:~:text=A%20niveau%20Per%C3%BA%2C%20en%20tanto,reqi%3%B3n%2C%20solo%20detr%C3%A1s%20de%20Bolivia>.



Sur les douze derniers mois, l'inflation atteint 7,9% en g.a. en mai, en diminution après le pic observé à 8,8% en juin 2022. Celle-ci demeure cependant encore tenace sous l'effet des troubles sociaux du début de l'année et des intempéries climatiques qui affecte les prix alimentaires. Elle demeure encore par ailleurs au-dessus de la cible de la banque centrale à 2% (+/-1%). Dans ce contexte, la banque centrale devrait maintenir son taux directeur inchangé.

- **Dépendance au secteur primaire et infrastructures défaillantes**

Le Pérou est parmi les premiers producteurs de métaux dans le monde : 2^{ème} producteur de cuivre et d'argent, mais aussi parmi les plus importants pour le zinc, étain et plomb. Le secteur extractif (mines, hydrocarbures) représente plus de la moitié des exportations du pays. L'industrie agroalimentaire et la pêche (1^{er} producteur mondial de farine de poisson) constituent, avec le secteur extractif, l'essentiel des exportations du pays.

Les lacunes en matière d'infrastructures constituent un goulot d'étranglement pour la croissance et nuisent au développement d'autres activités. Les infrastructures de base (voies de communication, électricité, eau, santé et éducation) font encore défaut dans beaucoup de régions côtières, montagneuses ou amazoniennes. Le manque d'infrastructures pénalise également la scolarisation des élèves. Le taux de pauvreté a d'ailleurs progressé en 2022 et toucherait désormais 27,5% de la population³.

- **Secteur bancaire bien capitalisé**

La capitalisation du secteur bancaire tend à se renforcer suite à la mise en application du décret législatif de janvier 2023 qui prévoit une adéquation des ratios des banques aux standards de Bâle 3. Les fonds propres sur actifs pondérés des risques atteint ainsi 16,6% en février 2023, contre 14,5% en décembre 2022. La rentabilité du secteur reste par ailleurs satisfaisante avec un ROE à

² Le restant, soit 4,6 Mds de soles, serait destiné à faire face à l'impact du cyclone Yaku, survenu en mars 2023 et aux effets possibles du El Niño.

³ Source : <https://www.gob.pe/institucion/inei/noticias/755874-pobreza-monetaria-afecto-al-27-5-de-la-poblacion-del-pais-en-el-ano-2022>



16,2% et un ROA à 2% en décembre 2022, même si en légère baisse par rapport à février 2022 (ROE à 17,7% et ROA à 2,3%).

Le taux de NPL des banques reste stable autour de 4% du total des prêts fin 2022.

La dollarisation du secteur bancaire se réduit progressivement grâce aux différentes mesures prises par la Banque Centrale. En 2022, les prêts en dollar atteignent 24,2% du portefeuille (contre 38,4% en 2014) et les dépôts s'élèvent 36,9% (contre 43,3% en 2014).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Hausse du déficit public en 2023**

Le déficit a diminué de 2,5% du PIB en 2021 à 1,3% en 2022.

Pour 2023, le déficit public devrait un peu rebondir, prévu autour de 2%. Les manifestations du 1er trimestre ont pesé sur l'activité contribuant en partie à la baisse des revenus de 1,5 points de PIB à 23% du PIB (contre 24,5% du PIB au T1 2022)⁴. **De plus, le budget approuvé pour 2023, prévoit une hausse de +9% des dépenses par rapport à 2022, soit la hausse la plus importante sur les 5 dernières années.** Le gouvernement prévoit notamment une hausse des dépenses sociales dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports. Le budget a été bâti sur un scénario de croissance de 3,5% pour cette année ce qui semble optimiste au vu d

es prévisions plus récentes. Dans ce contexte, une hausse plus importante que prévue du déficit dans le courant de l'année n'est pas à écarter.

A noter par ailleurs que le **gouvernement a dérogé aux règles budgétaires depuis la crise sanitaire**, dépassant notamment le plafond limite fixé pour la dette publique fixé auparavant à 30% du PIB. Ce plafond a été revu à la hausse et se situe désormais à 38% du PIB. **L'Etat prévoit un retour progressif à l'assainissement budgétaire avec une dette qui devrait se stabiliser autour de 30% du PIB et un déficit autour de 1% du PIB à moyen terme.**

- **Progression de la dette publique qui reste néanmoins modérée**

Le creusement du déficit pendant la crise Covid s'est traduit par une progression de la dette de près de 8 points à **34,7% du PIB**⁵ en 2020 (contre environ 27% du PIB en 2019). En 2022, le ratio dette/PIB a eu tendance à diminuer à 33,4% du PIB, favorisé par la hausse du PIB nominal, mais reste supérieur au niveau d'avant

crise. **La dette publique péruvienne reste parmi les plus faibles de la région avec celle du Chili** (autour de 38% du PIB en 2022).

Le Pérou demeure le deuxième pays le mieux noté par les agences de notation en Amérique latine, après le Chili. Avec un **endettement modéré** et un **accès encore aisé aux différentes sources de financement** (le Pérou dispose du 2^{ème} rendement souverain le plus faible de la région fin mars 2023 ; la part de la dette détenue par les créanciers étrangers représente 39% du total fin mars 2023), **le pays dispose des marges de manœuvre confortables pour soutenir l'activité.**

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Vers une amélioration du solde courant**

Les exportations péruviennes sont majoritairement constituées de produits primaires, les métaux (cuivre, plomb, étain, argent...), mais aussi d'hydrocarbures, de produits agricoles et de la pêche. **Le secteur extractif représente près de 60% des exportations totales du pays.** Le Pérou est ainsi très dépendant du cours des matières premières et de la demande externe, chinoise en particulier (1^{er} client du pays), mais aussi américaine (2^{ème} client). Les besoins d'importations (biens d'équipements) sont notamment liés à la réalisation des projets dans le secteur extractif, mais aussi dans l'industrie.

Depuis 2016, le dynamisme des exportations compense celui des importations et permet à la balance commerciale d'afficher des surplus commerciaux. Malgré cela, **le solde courant s'est creusé en 2022 autour de 4,5% du PIB**, soit près du double par rapport à l'année précédente. Les importations ont augmenté de plus de 17% par rapport à l'année précédente tirées par la hausse du prix du diesel, des engrais, et du maïs en particulier, tandis que les exportations n'ont progressé que de 4% sur la même période. A cela s'ajoute également un rapatriement important des bénéficiaires par les entreprises étrangères opérant dans le secteur extractif en particulier.

Pour 2023, le déficit courant devrait diminuer prévu autour de 2% du PIB. L'activité prévue un peu plus faible, mais surtout la modération du prix des combustibles et des aliments devrait contribuer à une diminution du coût des importations⁶, tandis que les exportations resteraient dynamiques (cuivre en particulier), favorisées par une demande chinoise plus soutenue et les prix des métaux, bien que plus modérés que l'an passé.

⁴ Source : Banco Central de Reserva de Peru « Indicadores económicos | trimestre 2023 »
<https://www.bcrp.gob.pe/estadisticas.html>

⁵ Source : Banco Central de Reserva de Peru (BCRP)

⁶ En 2022, le coût des importations auraient en effet atteint un sommet en 20 ans à plus de 60 Mds d'USD.

<https://www.comexperu.org.pe/articulo/las-importaciones-en-2022-consiguieron-un-valor-record-con-un-fuerte-aumento-desde-ee-uu#:~:text=El%20a%C3%B1o%202022%20registr%C3%B3%20un,al%20mont%20prepandemia%20de%202019.>



- **Un risque d'insolvabilité externe faible**

La dette externe péruvienne reste modérée à **41,3% du PIB fin 2022** (contre 45,9% en 2021), **mais au-dessus de la moyenne d'avant crise sanitaire (32% du PIB entre 2015-2019)**. La part publique est majoritaire à 65% environ. La structure de la dette publique demeure favorable, émise à près de 79% à taux fixe. **Le risque d'insolvabilité externe du pays est faible, favorisé notamment par d'importantes réserves en devises.** Celles-ci s'élèvent à un peu plus de 73 Mds d'USD en mars 2023, soit environ 28% du PIB du pays. **Elles couvrent ainsi 68% du total de la dette externe du pays (publique et privée) de 2022.**

Le Pérou dispose par ailleurs d'une ligne de crédit de précaution (5,3 Mds d'USD, durée de 2 ans) auprès du FMI, pouvant être notamment utilisée pour renflouer les réserves en devises si besoin. Cette ligne n'est accordée qu'aux pays présentant des antécédents de politiques économiques très solides (bonne gestion des finances publiques, absence d'historique de défaut souverain récent...). Dans la région, seuls le Mexique, le Chili et la Colombie disposent d'une ligne de précaution auprès du FMI.

- **Vers une appréciation de la monnaie en 2023**

Après une certaine résilience du sol péruvien en 2020, comparé à d'autres devises de la région, la monnaie péruvienne a eu tendance à se déprécier rapidement en 2021, dans un contexte d'incertitude politique ayant contribué aux sorties des capitaux du pays⁷. En 2022, elle s'est un peu redressée, notamment sur la première partie de l'année, favorisée par les prix soutenus des métaux, ainsi que la hausse régulière du taux directeur de la banque centrale, avant de se déprécier à nouveau suite au retour des incertitudes sur le plan politique qui ont culminé avec la destitution du président. Depuis le début de l'année, le sol tend à s'apprécier favorisé en externe, par la fin politique zéro Covid en Chine (1er client à l'export du pays) et des prix encore soutenus des métaux, et en interne, par l'apaisement de l'agitation sociale suite à la destitution de l'ancien président, ainsi que le durcissement de la politique monétaire.

Evolution de la devise péruvienne vs. USD



Les pressions à la baisse sur la monnaie ne sont pas cependant à négliger en cas de nouveaux troubles sociaux ou mésentente politique pouvant affecter la confiance des investisseurs. A noter toutefois que la banque centrale dispose de réserves en devises considérables (cf point précédent) et de la ligne de crédit de précaution auprès du FMI, qui placent le Pérou en position favorable pour résister aux chocs externes et soutenir la monnaie en cas de besoin.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Un contexte politique en amélioration, mais encore incertain**

Depuis 2016, la situation politique au Pérou est marquée par le manque de consensus entre l'exécutif et le parlement péruvien. Le pays a ainsi connu 6 présidents en l'espace de 5 ans.

L'actuelle présidente, Dina Boluarte a d'ailleurs succédé à l'ancien président Petro Castillo (élu en 2021), destitué de son poste en décembre 2022 suite à des allégations de corruption. Cela a provoqué d'importantes manifestations au Pérou pour demander des nouvelles élections. Bien que les relations entre la nouvelle présidente et le législatif restent tendues, le Congrès semble peu enclin à répondre à la demande d'une partie de la population car cela entraînerait des nouvelles élections pour les membres du Congrès également. De plus, compte tenu de la baisse de l'agitation sociale, suivi des aides sociales annoncées, une entente entre le congrès et l'exécutif semble se dessiner, au moins à court terme, et pourrait permettre, s'il perdure, à la présidente Boluarte de rester au pouvoir jusqu'aux prochaines élections de 2026.

Sur le plan social, la crise sanitaire a encore fait progresser le niveau de pauvreté en faisant basculer près de 2 millions de personnes dans la précarité. Alors que le taux de pauvreté est passé de 50% en 2004 à 20% en 2019, il a ensuite progressé à 26% en 2021⁸.

⁷ Selon la banque centrale, les sorties de capitaux en 2021 s'élèvent à 7,4% du PIB du pays, soit un maximum historique.

⁸ Source : Banque Mondiale



De nombreux projets sociaux, financés notamment par les émissions obligataires de l'Etat, sont cependant en cours et pourraient porter ses fruits à plus moyen terme.

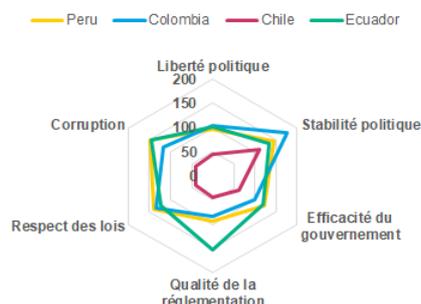
- **Les troubles sociaux fréquents pénalisent le climat des affaires**

L'environnement des affaires est plutôt attractif au Pérou, favorisé notamment par un environnement macroéconomique globalement stable et un commerce sécurisé par de multiples accords de libre-échange.

Les troubles sociaux restent cependant fréquents, notamment autour des grandes mines du pays. La population locale, dont les terres ont parfois été expropriées avec une promesse de meilleures conditions de vie, ne semblerait pas profiter de la richesse créée par l'activité minière dans ce pays.

En matière de gouvernance, le pays est globalement moins bien classé que les pays voisins, à l'exception de l'Equateur. La perception de la corruption semble par ailleurs plus élevée à la 101^{ème} place/180 pays⁹, comparée à certains pays limitrophes (Chili, Brésil, Colombie).

Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)

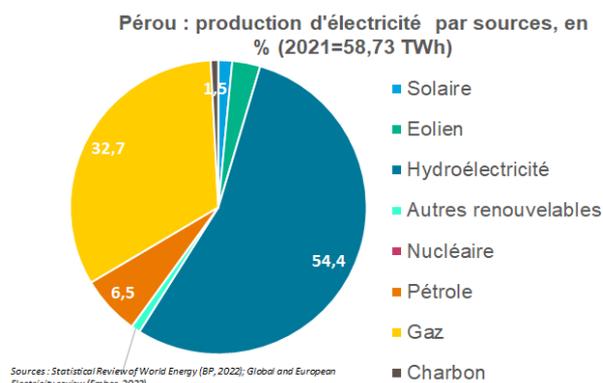


5. POLITIQUE CLIMAT

Le Pérou est un pays riche en biodiversité grâce à ses écosystèmes côtiers marins, les hautes terres andines et l'Amazonie. Cette richesse est cependant menacée par le réchauffement climatique qui pourrait par ailleurs affecter les moyens de subsistance de population rurale autochtone, dont la sécurité alimentaire dépend des conditions climatiques.

Le Pérou est signataire des Accords de Paris et prévoit de réduire de 30% ses émissions de GES à l'horizon 2030 (selon le scénario tendanciel où les émissions devraient s'élever à 298,3 MtCO₂éq.), dont 10% sous réserve d'un financement international. En 2018, selon un rapport du ministère des mines et de l'énergie près de 73% de l'énergie primaire produite dans le pays provenait des sources non renouvelables. Afin de réduire

cette part, le Pérou compte notamment augmenter la part du renouvelable dans le mix énergétique du pays et prévoit notamment une hausse de 80% de l'utilisation de l'énergie renouvelable à l'horizon 2050. Divers projets sont par ailleurs en cours dans ce pays¹⁰. A noter par ailleurs que près de 60% de la production électrique du pays est en provenance des sources renouvelables (Cf. graphique ci-dessous).



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

⁹ Source : Transparency International (Ranking 2022).

¹⁰ <https://www.edf-renouvelables.com/edf-renouvelables-remporte-un-appel-doffres-au-perou-associant-production-et-stockage-deelectricite-solaire-pour-alimenter-le-microgrid-de-la-plus-grande-ville-isolee-du->

<monde/#:~:text=Paris%2C%20le%2016%20d%C3%A9cembre%202021.MWh%20de%20stockage%20par%20batteries.>



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.